

**SONDAGE
2018**

**LES FRANÇAIS
LA RETRAITE ET L'ÉPARGNE**





PRÉSENTATION

- À la demande du Cercle de l'Épargne et d'AMPHITÉA, le Centre d'Études et de Connaissances sur l'Opinion Publique (CECOP) a conduit une étude sur les Français, la retraite et l'épargne.
- L'enquête a été réalisée sur Internet du 6 au 9 février 2018 auprès d'un échantillon de 1 002 personnes, représentatif de la population française, âgé de 18 ans et plus, constitué d'après la méthode des quotas (sexe, âge, profession de la personne interrogée) après stratification par région et catégorie d'agglomération. Le terrain d'enquête a été confié à l'IFOP.

SOMMAIRE

- 01** Les Français face à leur retraite : la montée des inquiétudes
- 03** La contestation des choix fiscaux du Gouvernement
- 05** Comment préparer financièrement sa retraite ?

- 02** Les Français et l'épargne : une baisse de rentabilité
- 04** Les souhaits sur l'évolution du système de retraite : pour un régime unique



L'enquête 2018

les Français, la retraite et l'épargne du Cercle de l'Épargne et d'AMPHITÉA en partenariat avec AG2R LA MONDIALE

Le Cercle de l'Épargne est un centre d'études et d'information partenaire d'AG2R LA MONDIALE. Il réalise et publie des enquêtes et des études sur l'épargne et la retraite.

AMPHITÉA, association d'assurés, souscrit auprès d'AG2R LA MONDIALE au nom et au profit de ses adhérents, des contrats répondant à leurs besoins de protection sociale et patrimoniale (épargne, retraite, santé, prévoyance, dépendance, obsèques). Avec près de 450 000 adhérents, elle s'inscrit parmi les trois plus grandes associations d'assurés en France. AMPHITÉA s'appuie également sur un réseau de correspondants régionaux qui représente une force de proposition auprès du partenaire assureur.

AG2R LA MONDIALE, 1^{er} groupe d'assurance de protection sociale en France, propose une gamme complète de produits et de services en retraite, épargne, prévoyance et santé. Présent sur tous les territoires, le Groupe assure les particuliers, les entreprises et les branches. Société de personnes à gouvernance paritaire et mutualiste, AG2R LA MONDIALE cultive un modèle de protection sociale unique qui conjugue étroitement rentabilité et solidarité.



JEAN-PIERRE THOMAS
Président du Cercle de l'Épargne



PIERRE GEIRNAERT
Président d'AMPHITÉA



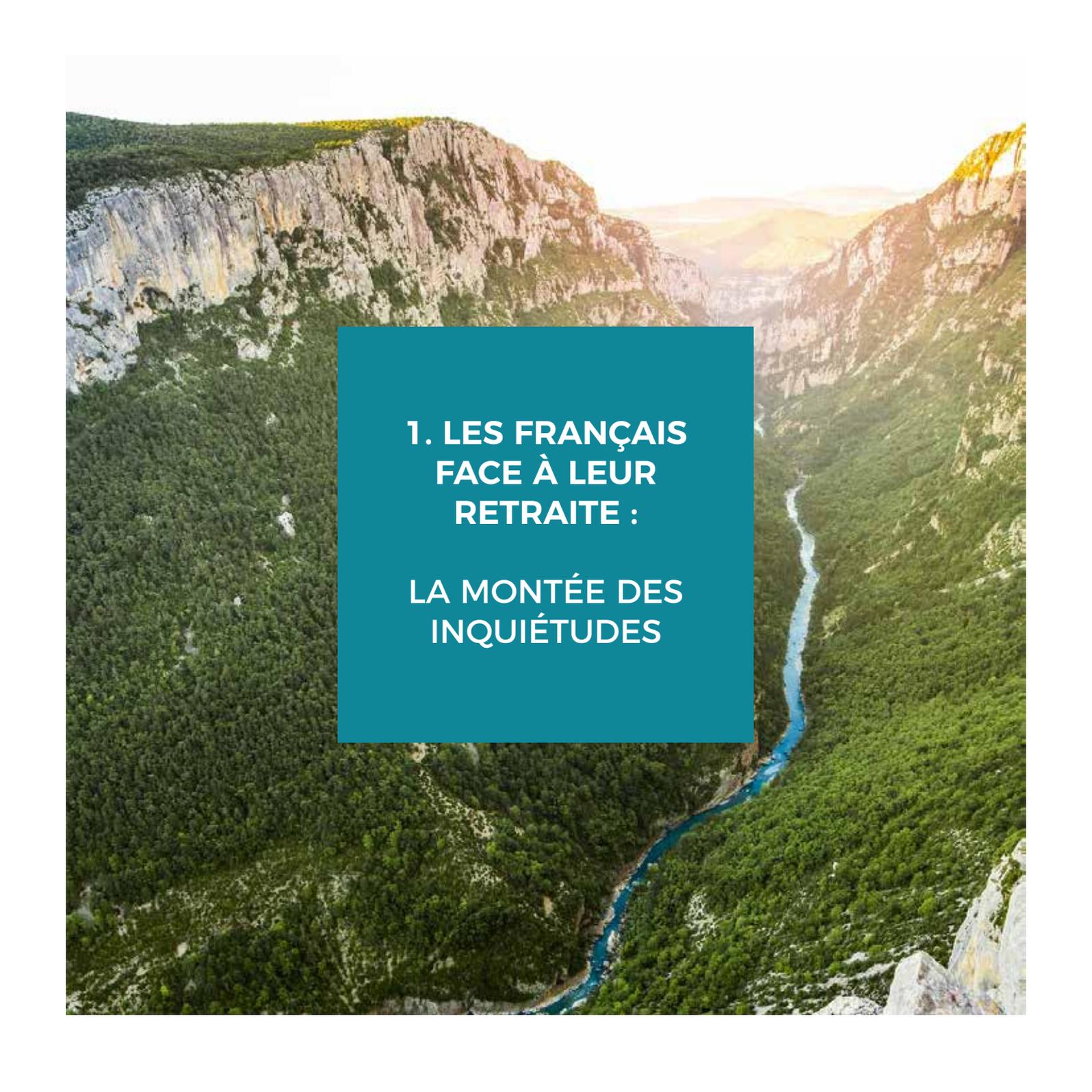
PHILIPPE CREVEL
Directeur du Cercle de l'Épargne



YVAN STOLARCZUK
Directeur d'AMPHITÉA



JÉRÔME JAFFRÉ
Directeur du Centre d'Études et de
Connaissances sur l'Opinion Publique



**1. LES FRANÇAIS
FACE À LEUR
RETRAITE :**

**LA MONTÉE DES
INQUIÉTUDES**

61%

Des retraités pensent que leur pension sera insuffisante pour vivre correctement

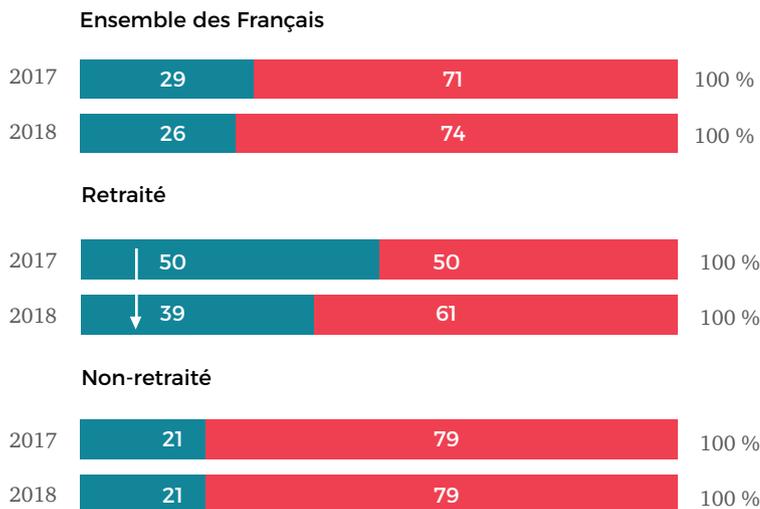
FORTE INQUIÉTUDE DES FRANÇAIS SUR LE MONTANT DE LEUR RETRAITE, LES RETRAITÉS SONT TOUCHÉS À LEUR TOUR

Comme dans les études précédentes du Baromètre du Cercle de l'Épargne et d'AMPHITÉA, la grande majorité des Français exprime leur inquiétude sur le montant de leur pension de retraite « pour vivre correctement ». Chez les non-retraités, le niveau d'inquiétude est très élevé (79 %) mais d'une année à l'autre il demeure stable. **Le grand changement intervenu concerne les retraités.** Il y a un an, 50 % d'entre eux jugeaient leur pension de retraite « suffisante pour vivre correctement ». Ils ne sont plus, cette année, que 39 %. La principale explica-

tion de cette évolution semble résider dans la hausse de la CSG intervenue pour les retraités au-dessus d'un certain seuil mais dont l'impact paraît démultiplié. Ainsi le sentiment de disposer d'une pension suffisante recule-t-il de 17 points (passant de 58 % à 41 %) parmi les retraités assez aisés, ceux qui disposent d'un revenu mensuel entre 3 000 et 4 000 euros. Enfin, parmi les non-retraités, on constate que l'inquiétude est grande quelle que soit la catégorie sociale et qu'elle croît parmi les employés (-5 points en un an pour juger que leur future pension sera suffisante).

PENSE QUE SA PENSION DE RETRAITE EST/SERA SUFFISANTE POUR VIVRE CORRECTEMENT (EN %)

■ Suffisante ■ Pas suffisante



L'inquiétude des catégories populaires

Pense que la pension sera suffisante (non-retraité)



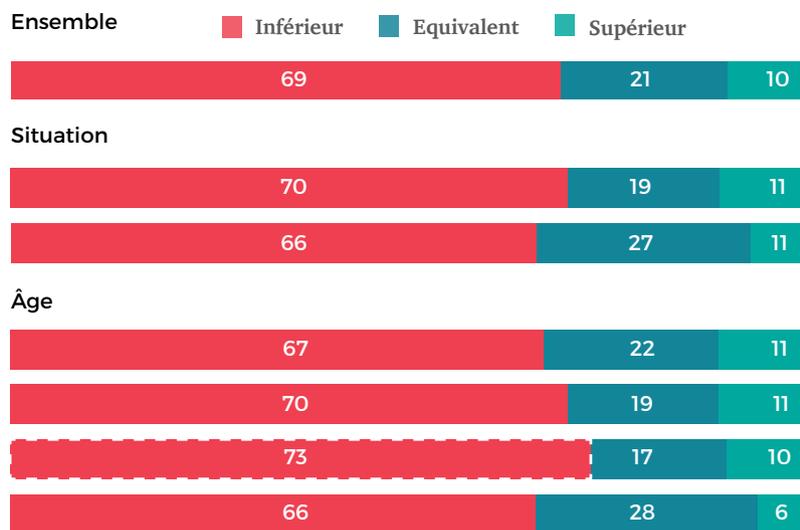


LES RETRAITÉS CONSIDÈRENT QUE LEUR NIVEAU DE VIE MOYEN EST INFÉRIEUR À CELUI DES ACTIFS

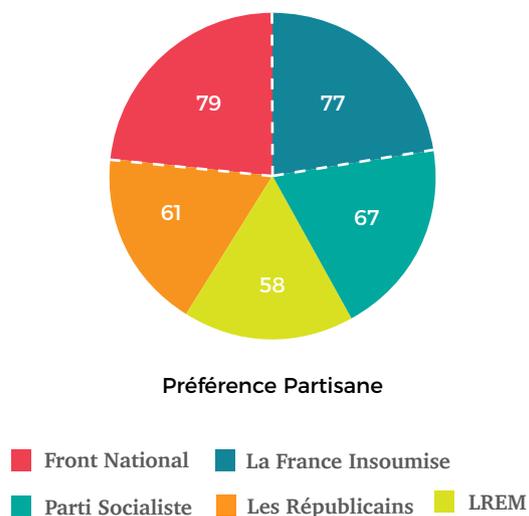
69 % des Français pensent que le niveau de vie des retraités est inférieur à celui des actifs, 21 % considèrent qu'il est équivalent et seulement 10 % qu'il est supérieur. On peut parler de quasi-consensus sur ce sujet. Les non-retraités sont même plus nombreux que les retraités pour juger le niveau de vie moyen de ces derniers inférieur au leur. Les 50-64 ans, à l'approche pour la plupart de leur propre retraite, sont en pointe pour le penser. Sur le plan politique, tous les électors, y compris celui de La

République en marche, partagent ce sentiment. Il est plus nettement encore admis dans les électors des extrêmes, de gauche et de droite. En réalité, cette façon de voir tend à accroître l'écart existant entre retraités et actifs puisque les Français raisonnent sur la base de leur forte baisse de revenu qui interviendra au moment de la liquidation de la retraite. **C'est ce qui explique l'extrême sensibilité de l'opinion sur tout effort qui est ou serait demandé aux retraités.**

PENSE QUE LE NIVEAU DE VIE MOYEN DES RETRAITÉS PAR RAPPORT À CELUI DES ACTIFS EST (EN %) :



UN CONSENSUS PARTICULIÈREMENT FORT AUX EXTRÊMES (EN %)

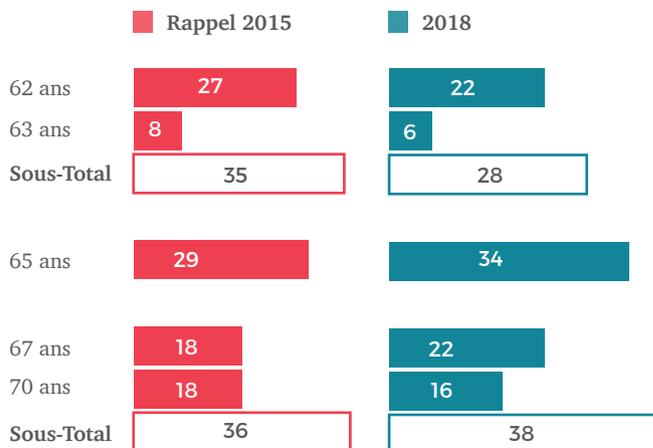


L'HORIZON DU PASSAGE À LA RETRAITE S'ÉLOIGNE

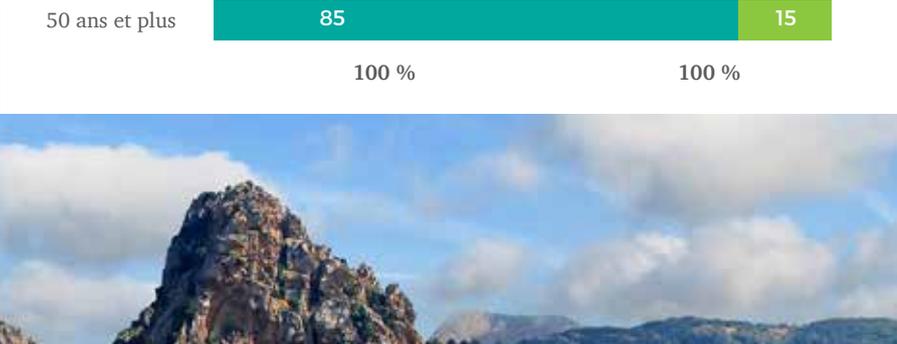
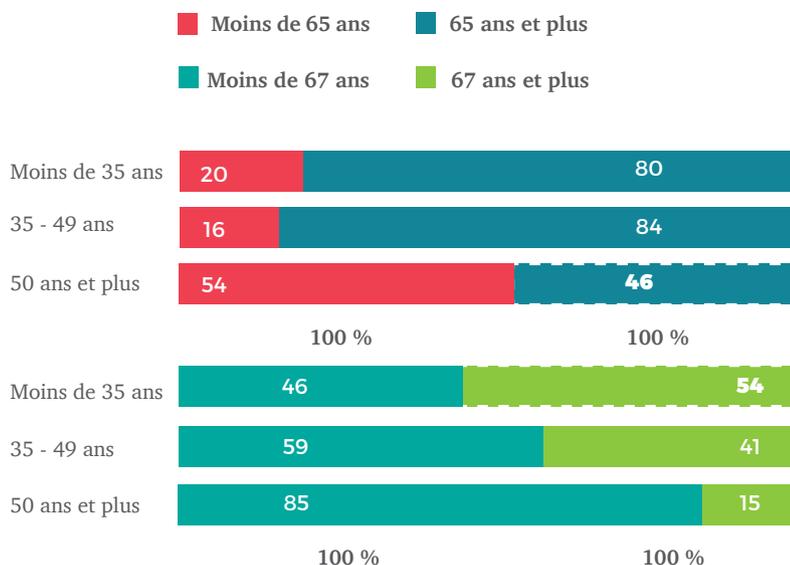
Inquiets du montant de leur future pension de retraite, convaincus que le niveau de vie moyen des retraités est inférieur à celui des actifs, les non-retraités s'attendent de surcroît à une remontée de l'âge légal de la retraite. Dans l'enquête de 2015, 65 % des non-retraités estimaient que quand ils passeraient à la retraite, l'âge légal serait alors fixé à 65 ans voire davantage. Dans l'enquête de 2018, ils sont désormais 72 % à le penser. Et on compte même 38 % des non-retraités pour pronostiquer un âge légal fixé à 67 ans voire davantage. La tranche d'âge des interviewés est évidemment décisive pour analyser ces évaluations.

Parmi les non-retraités de plus de 50 ans, une légère majorité pronostique que l'âge légal restera fixé à moins de 65 ans lors de leur prochain passage à la retraite. Parmi les 35-49 ans, 59 % pensent qu'il sera fixé pour leur propre départ à moins de 67 ans (c'est-à-dire sans doute à 65 ans). Enfin, pour les moins de 35 ans, la barrière s'élève encore en pronostiquant 67 ans voire davantage. **L'opinion publique intègre complètement l'idée d'une variation progressive et bien sûr à la hausse de l'âge légal du départ à la retraite.**

PENSE QUE QUAND ON ATTEINDRA LA RETRAITE, L'ÂGE LÉGAL SERA FIXÉ À (EN %) :



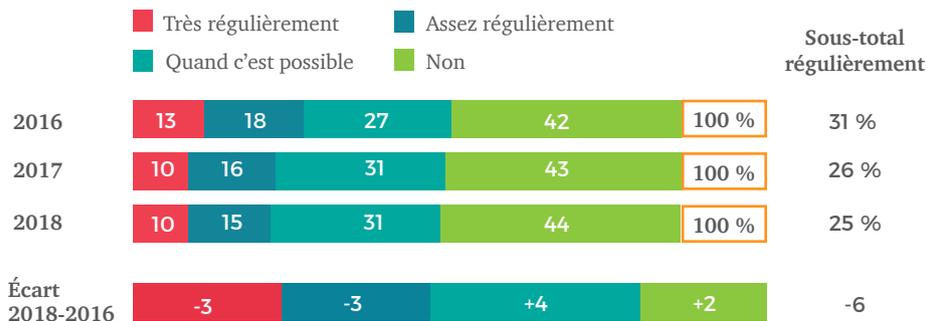
SELON L'ÂGE DES NON-RETRAITÉS PRONOSTIQUE L'ÂGE LÉGAL À (EN %) :





PARMI LES NON-RETRAITÉS, L'EFFORT RÉGULIER D'ÉPARGNE-RETRAITE CONFIRME SA TENDANCE À LA BAISSÉ

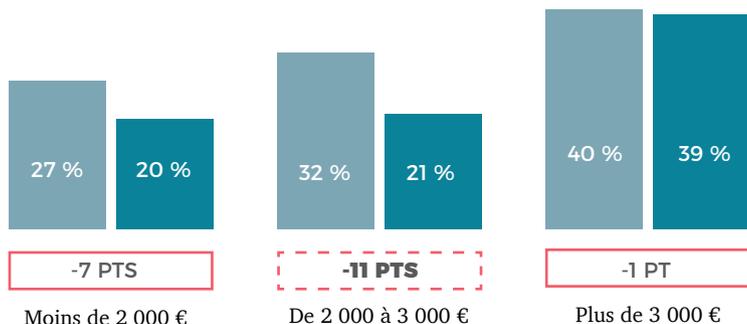
PLACE DE L'ARGENT DANS UN PRODUIT D'ÉPARGNE POUR AMÉLIORER SA RETRAITE (EN %) :



LA BAISSÉ DE L'ÉPARGNE-RETRAITE RÉGULIÈRE PARMIS LES REVENUS FAIBLES ET MOYENS (EN %)

Parmi ceux qui épargnent régulièrement

Niveau de revenus



Sans doute l'inquiétude des non-retraités sur le montant de leur retraite est-elle d'autant plus vive que le pourcentage de ceux qui placent régulièrement de l'argent dans un produit d'épargne en vue d'améliorer leur retraite baisse continuellement depuis 2016 avec six points de moins passant de 31 % à 25 %. C'est un signe des difficultés de pouvoir d'achat des Français. La réponse « quand c'est possible » progresse nettement de 27 % à 31 %. Des écarts sensibles sont bien sûr à relever selon le niveau de revenu. Mais on mesure ici deux problèmes de l'épargne-retraite : même parmi les revenus supérieurs ou moyens (plus de 3 000 euros par mois), six personnes sur dix n'épargnent pas régulièrement en vue de leur retraite. Et parmi les revenus moyens inférieurs (de 2 000 à 3 000 euros par mois), le pourcentage des épargnants réguliers a baissé spectaculairement depuis 2016 (-11 points), les plaçant au même niveau que les revenus modestes. Relevons enfin que parmi les non-retraités de plus de 50 ans, seuls 22 % déclarent épargner régulièrement pour leur retraite, soit douze points de moins qu'en 2016.

An aerial photograph of a lush green valley. The foreground and middle ground are dominated by terraced vineyards with rows of grapevines. A winding dirt road or path cuts through the fields. In the background, there are rolling hills covered in dense green forest. A small village with several houses is visible on the right side of the valley. The sky is filled with large, white, fluffy clouds, with some blue patches visible. A semi-transparent teal rectangular box is centered over the middle of the image, containing white text.

2. LES FRANÇAIS ET L'ÉPARGNE : BAISSE DE RENTABILITÉ

LA PLUPART DES PLACEMENTS PARAISSENT PERDRE EN RENTABILITÉ, SURTOUT L'ASSURANCE VIE



Le recul de l'effort d'épargne en vue de la retraite peut tenir aussi à la baisse de rentabilité perçue des produits d'épargne. À la question « Quels sont aujourd'hui les produits qui vous paraissent les plus rentables ? », 30 % des Français répondent « Aucun » contre seulement 22 % en 2016. Ce sentiment touche ainsi 36 % des 50-64 ans dont on a noté qu'ils étaient bien peu nombreux à placer de l'argent pour améliorer leur retraite. **Dans le palmarès des produits d'épargne les plus rentables, le recul le plus net concerne l'assurance vie et, en particulier, les contrats en fonds euros** (-14 points depuis 2016). Mais le sentiment d'une baisse touche aussi les biens immobiliers locatifs (-9 points). **Ce sont les actions qui tirent le mieux leur épingle du jeu.** Mais leur progression, très nette entre 2016 et 2017 (+6 points), est bien moindre depuis un an (seulement 2 points supplémentaires). Des observations similaires peuvent être faites parmi les détenteurs de contrat d'assurance vie, avec même un recul cette année sur les actions. Globalement, **le Livret A connaît un petit regain d'intérêt.** Pour sa part, **le bitcoin n'est cité que par 8 % des interviewés mais il monte à 17% chez les moins de 25 ans.**

LES PLACEMENTS LES PLUS RENTABLES (2 RÉPONSES EN %)

■ Pour les Français

■ Pour les possesseurs d'assurance vie

	2016	2017	2018	Écart 2016/2018	2016	2017	2018	Écart 2016/2018
Les biens immobiliers locatifs	51	48	42	-9	54	46	41	-13
Les actions	17	23	25	+8	19	30	26	+7
Les contrats d'assurance vie	← 49	37	33	-16	← 68	59	50	-18
dont : en fonds euros	34	24	20	-14	48	36	31	-17
en unités de compte	22	18	16	-6	33	32	25	-8
Le Livret A	8	9	13	+5	4	5	9	+5
Les livrets bancaires	10	9	9	-1	7	6	5	-2
Le bitcoin	-	-	8	-	-	-	6	-
Aucun	22	29	30	+8	9	14	24	+15

PLUS D'UN TIERS DES FRANÇAIS PRÊT À PRENDRE PLUS DE RISQUES POUR LEURS PLACEMENTS

Pour compenser cette baisse de rentabilité, les Français sont-ils prêts à prendre plus de risques en transférant une partie importante de leur épargne vers des placements en actions par achat direct ou en assurance vie ? Seuls 7 % des interviewés répondent « certainement » et 32 %, avec plus d'expectative, « probablement ». Au total, 39 % des Français n'excluent pas de tels transferts. Cette acceptation possible de risques plus grands culmine chez les moins de 35 ans où elle atteint 46 %. Surtout, l'accepta-

tion du risque est liée au niveau du patrimoine financier. Elle est de 40 % voire inférieure parmi les patrimoines les plus faibles, elle atteint 54 % parmi les patrimoines élevés. Selon les produits d'épargne détenus, elle est assez forte en particulier chez les détenteurs de SICAV et parmi ceux qui détiennent déjà des PEA ou des actions. Enfin, on relève que ceux qui épargnent très régulièrement en vue de leur retraite sont 51 % dans cette disposition d'esprit, un chiffre record.

PRÊT À TRANSFÉRER UNE ÉPARGNE SANS RISQUE VERS DES PLACEMENTS EN ACTIONS PAR ACHAT DIRECT OU EN ASSURANCE VIE (EN %)

	Ensemble	Patrimoine financier				Produits détenus				
		Aucun	Faible	Moyen	Elevé	PEA, actions, obligations	SICAV	Assurance vie	PEL	Comptes sur livret
Certainement	7	6	8	4	13	11	14	6	8	6
Probablement	32	26	32	40	41	42	38	40	37	33
Probablement pas	27	36	42	36	30	33	33	40	39	41
Certainement pas	24	32	18	20	16	14	15	14	16	20
	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %
Sous-total certainement + probablement	39	32	40	44	54 →	53	52	46	45	39



3. LA CONTESTATION DES CHOIX FISCAUX DU GOUVERNEMENT

LA MISE EN PLACE DU PRÉLÈVEMENT FORFAITAIRE UNIQUE JUGÉE PEU UTILE POUR L'ÉCONOMIE

Les choix fiscaux du Gouvernement – la mise en place du Prélèvement Forfaitaire Unique (PFU), la suppression de l'Impôt de Solidarité sur la Fortune (ISF) et son remplacement par l'Impôt sur la Fortune Immobilière (IFI) – sont contestés par les Français. Le PFU est particulièrement critiqué : 73 % le considèrent comme une mauvaise mesure, 27 % comme une bonne mesure. Concernant ses effets sur l'économie, les avis sont plus nuancés : si 34 % le jugent néfaste et seulement 18 % utile, la réponse dominante (48 %) est « ni l'un, ni l'autre ». Cette mesure rencontre peut-être une double incompréhension puisque la question précise d'abord qu'avec son taux de 30 %,

elle s'applique aux revenus de l'épargne, alors que l'enquête 2017 du Cercle de l'Épargne et d'AMPHITÉA fixait le taux idéal à 15 %. La question précise de plus que ce taux s'applique aux dividendes des actionnaires où là il peut paraître, à beaucoup, comme insuffisant. Trop ou pas assez, le cumul des critiques conduit à une appréciation sévère. La critique n'émane pas que des sympathisants de l'opposition. Seuls 35 % des sympathisants de La République en marche jugent la mesure « utile pour l'économie ». Les épargnants eux-mêmes ne se montrent guère convaincus de son utilité pour l'économie du pays (44 % répondent « ni utile, ni néfaste »).

LE PRÉLÈVEMENT À 30 % SUR LES PRODUITS D'ÉPARGNE ET LES DIVIDENDES (EN %)

	Ensemble	France Insoumise	Parti Socialiste	LREM	Les Républicains	Front National	Non épargnant	Uniquement Livret A	Épargnant
Utile pour l'économie	18	18	23	35	18	11	11	20	21
Néfaste	34	41	33	23	32	44	27	33	35
Ni l'un, ni l'autre	48	41	44	42	50	45	62	47	44
	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %
Écart utile-néfaste	-16	-23	-10	+12	-14	-33	-16	-13	-14

LA SUPPRESSION DE L'ISF ET SON REMPLACEMENT PAR L'IFI APPROUVÉS PAR SEULEMENT QUATRE FRANÇAIS SUR DIX

La suppression de l'Impôt de Solidarité sur la Fortune et son remplacement par l'Impôt sur la Fortune Immobilière sont également critiqués par une majorité de Français. Mais il faut noter que quatre Français sur dix approuvent la mesure, un taux d'approbation nettement supérieur à celui enregistré sur le PFU qui n'était que de 27 %. L'examen des réponses selon la préférence partisane révèle une cassure de l'électorat de La République en marche : si 60 % de ses sympathisants approuvent la mesure, 40 % la désapprouvent. Le plus surprenant provient cependant de l'électorat des Républicains qui condamnent à 65 % cette suppression de l'ISF, alors que cette mesure était inscrite au programme de ses principaux candidats à

la primaire organisée par le parti en novembre 2016 ! Plus étonnant encore, les Républicains sont même moins nombreux que les socialistes à l'approuver, alors que le PS est vent debout face à cette mesure. On note que les non-épargnants sont 70 % à la condamner, un taux qui descend à 60 % parmi les détenteurs du Livret A (comme produit d'épargne unique) et à 58 % parmi les détenteurs d'autres produits d'épargne. Enfin, les moins de 35 ans se partagent moitié-moitié sur cette mesure entre ceux qui la jugent « bonne » et ceux qui la critiquent, alors que le taux de désapprobation atteint les deux tiers parmi les plus de 35 ans.

LE REMPLACEMENT DE L'ISF PAR L'IFI (EN %)

■ Préférence partisane ■ Détection de produits d'épargne

	Ensemble	France Insoumise	Parti Socialiste	LREM	Les Républicains	Front National	Non épargnant	Uniquement Livret A	Épargnant
Une bonne mesure	39	32	46	60	35	38	30	40	42
Pas une bonne mesure	61	68	54	40	65	62	70	60	58
	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %
Écart bonne-pas bonne	-22	-36	-8	+20	-30	-24	-40	-20	-16

LES FRANÇAIS SE MONTRENT DIVISÉS SUR LE MAINTIEN OU LA SUPPRESSION DE L'IFI

La contestation des réformes fiscales du gouvernement Philippe ne s'accompagne pas d'une vision claire des aménagements à introduire. Ainsi, interrogés sur le maintien ou la suppression du nouvel Impôt sur la Fortune Immobilière (l'IFI), 37 % des Français préconisent son maintien, 29 % sa suppression et 34 % avouent leur indifférence. À nouveau, les sympathisants de La République en marche se montrent très divisés sur les choix du pouvoir dont ils sont pourtant les soutiens : 41 % d'entre eux sont pour le maintien, 33 % pour la suppression et 26 % se montrent indifférents. Ce sont les sympathisants socialistes qui se montrent les plus farouches défenseurs de l'IFI. Mais le résultat le plus frappant provient des sympathisants des Ré-

publicains. Après avoir marqué leur opposition à la suppression de l'ISF, ils se prononcent pour la suppression de l'IFI (37 % en ce sens, 30 % pour le maintien). Deux interprétations sont ici possibles: soit une attitude systématique d'opposition aux mesures « macronistes » de la part d'électeurs restés fidèles à la droite classique et déjà avides de revanche; soit une opposition totale à tout impôt sur le capital financier comme sur les biens immobiliers, la dénonciation de la suppression de l'ISF correspondant en fait au refus de son remplacement par l'IFI comme le précisait la question. Il n'est pas exclu que la vérité inclue les deux interprétations envisagées.

ATTITUDE À L'ÉGARD DE L'IFI (EN %)

		Préférence partisane				Attitude à l'égard de la suppression de l'ISF		
	Ensemble	France Insoumise	Parti socialiste	LREM	Les Républicains	Front National	Bonne mesure	Pas bonne mesure
Pour son maintien	37	37	56	41	30	41	57	24
Pour sa suppression	29	30	20	33	37	27	15	38
Indifférent	34	33	24	26	33	32	28	38
	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %
Écart maintien-suppression	+8	+7	+36	+8	-7	+14	+42	-14

A scenic view of a mountain valley. The foreground shows a grassy slope with a small tree. The middle ground features a deep valley with steep, rocky slopes. The background consists of high, rugged mountains with patches of snow under a blue sky with light clouds. A teal rectangular box is overlaid in the center, containing white text.

**4. LES SOUHAITS
SUR L'ÉVOLUTION
DU SYSTEME DE
RETRAITE**

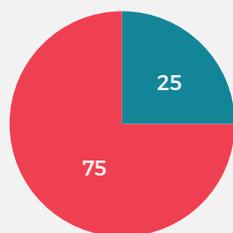
LE SYSTEME ACTUEL DE RETRAITE PERÇU COMME INJUSTE ET PAS EFFICACE

Les Français portent massivement un jugement sévère sur le système de retraite actuel. À 75 %, ils pensent qu'il est injuste, à 80 % qu'il n'est « pas efficace pour fournir un revenu correct à la retraite ». La combinaison des deux réponses aboutit au score impressionnant de 71 % des Français qui considèrent que le système de retraite est À LA FOIS « injuste » et « pas efficace ». Ce sentiment est beaucoup plus répandu chez les femmes (77 %) que chez les hommes (64 %), signe d'une inégalité professionnelle qui court jusqu'à la fin de la vie. Parallèlement, il est beaucoup plus partagé par les revenus modestes que par les revenus supérieurs. Sur le plan des préférences politiques, il est très

fréquent mais beaucoup moins, notons-le, chez les sympathisants de La République en marche (50 %) dont le parti au pouvoir est en charge de la réforme. En fin de compte, la double critique d'injustice et d'inefficacité est largement liée à l'évaluation de sa pension de retraite, s'étageant de 35 % à 88 % selon qu'elle sera (ou est) tout à fait suffisante ou tout à fait insuffisante. **Si elle est exacte, l'information est capitale, car elle signifie qu'aucune réforme du système de retraite proprement dite ne pourra satisfaire les Français, inquiets de leur pouvoir d'achat à cette période de leur vie.**

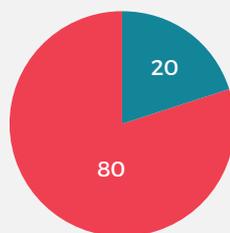
Le système de retraite actuel est (en %) :

■ Juste ■ Injuste



Efficace pour fournir un revenu correct à la retraite (en %) :

■ Efficace ■ Pas efficace



À LA FOIS injuste et pas efficace : 71 %

Pense que le système de retraite actuel est À LA FOIS injuste et inefficace (en %) :

Ensemble

71

Sexe

Homme

64

Femme

77

Préférence partisane

France Insoumise

82

Parti Socialiste

62

LREM

50

Les Républicains

73

Front National

81

Revenu

Moins de 2 000 euros

80

De 2 000 à 3 000 euros

72

De 3 000 à 4 000 euros

61

Plus de 4 000 euros

50

Juge sa pension de retraite est ou sera

Tout à fait suffisante

35

Plutôt suffisante

47

Plutôt insuffisante

73

Tout à fait insuffisante

88

A photograph of a tree trunk and foliage with a teal text box overlaid. The tree trunk is on the left, and the foliage is in the background and foreground. The text box is in the center, containing the title.

**5. COMMENT
PRÉPARER
FINANCIÈREMENT
SA RETRAITE ?**



ÊTRE PROPRIÉTAIRE DE SON LOGEMENT RESTE LA MEILLEURE FAÇON DE PRÉPARER SA RETRAITE

Le dernier volet de la grande enquête du Cercle de l'Épargne et d'AMPHITÉA porte sur la façon de préparer financièrement sa retraite. En comparant les résultats de 2015 et de 2018, la vraie recette pour les Français reste d'« être propriétaire de son logement » cité par 65 % d'entre eux, le même score qu'en 2015, avec une pointe à 74 % parmi les retraités eux-mêmes et une faveur d'autant plus grande qu'on ne place pas d'argent dans un produit d'épargne pour améliorer sa retraite. Le fait de citer un produit d'épargne de long terme comme l'une des meilleures façons de préparer sa retraite (assurance vie

ou PEA) obtient 31 % des réponses mais est en recul de cinq points par rapport à 2015. Il demeure cependant une forte préférence parmi ceux qui déclarent épargner régulièrement pour leur retraite, avec un score de 43 %. Enfin, le placement dans un produit d'épargne-retraite spécifique est nettement minoritaire (29 % des réponses), en recul de trois points. Il n'est pas davantage cité parmi les épargnants réguliers pour leur retraite. Mais il atteint le pourcentage très élevé de 55 % parmi les interviewés qui déclarent détenir dans leur portefeuille financier un produit d'épargne-retraite spécifique.

LES MEILLEURES FAÇONS DE PRÉPARER SA RETRAITE (2 RÉPONSES EN %)

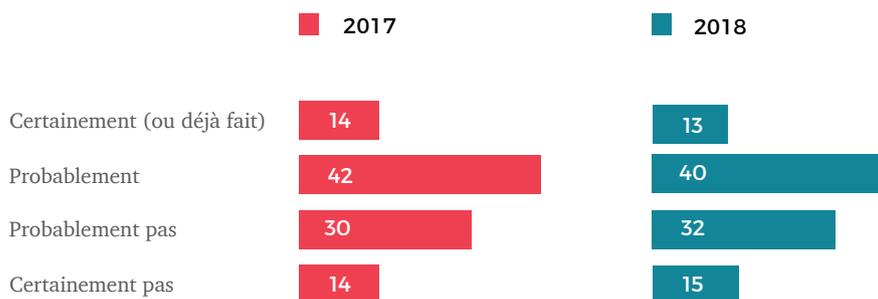
	Ensemble des Français		Écart	Situation		Épargne pour sa retraite			
	2015	2018		Non-retraité	Retraité	Très régulièrement	Assez régulièrement	Quand c'est possible	Non
Être propriétaire de son logement	65	65	=	61	74	56	61	66	66
Placer de l'argent sur un produit d'épargne à long terme	36	31	-5 PTS	32	29	44	42	34	22
Placer de l'argent sur un produit d'épargne spécifique pour la retraite	23	20	-3 PTS	20	21	29	25	19	18

UN PEU PLUS D'UN FRANÇAIS SUR DIX PRÊT À SOUSCRIRE UNE ASSURANCE-DÉPENDANCE

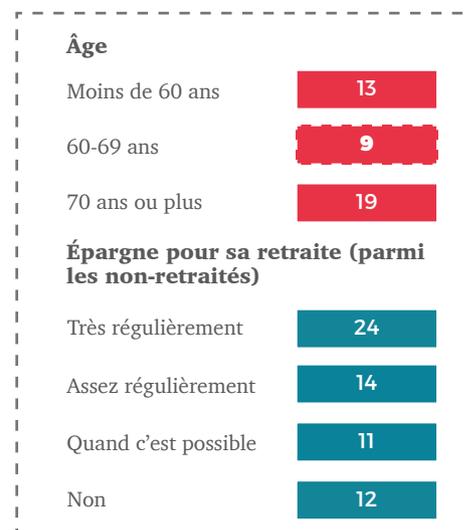
L'intention de souscrire une assurance-dépendance au moment de son passage à la retraite ne progresse pas entre 2017 et 2018, alors même que la question de la dépendance devient beaucoup plus présente dans le débat public. En la matière, c'est en effet la réponse « certainement » qui doit être considérée comme une intention ferme, la réponse « probablement » est encore assez vague et ne peut être mise sur le même plan. L'analyse des réponses selon l'âge révèle de vraies difficultés : le taux le plus élevé est en effet atteint chez les plus de 70 ans où la prise d'une assurance serait trop tardive

pour couvrir leurs besoins alors que le taux le plus faible est celui des 60-69 ans qui devraient être les principaux concernés mais qui sans doute se refusent à prendre en compte l'idée même d'une future dépendance. Notons enfin que ce sont les personnes qui épargnent déjà très régulièrement pour leur retraite qui se montrent les plus disposées à souscrire à une telle assurance, voulant ainsi faire coup double avec la préparation de leur retraite puis de leur extrême vieillesse.

PRÊT À PRENDRE CETTE ASSURANCE AU MOMENT DU PASSAGE À LA RETRAITE (EN %)



PRÊT CERTAINEMENT (OU DÉJÀ FAIT) (EN %)



CONCLUSIONS

1. Au moment où le Gouvernement prépare une grande réforme des retraites pour 2019, les Français expriment dans l'enquête annuelle du Cercle de l'Épargne et d'AMPHITÉA leur inquiétude et leurs difficultés. La très grande majorité des non-retraités (à 79 %) pensent que leur pension de retraite sera insuffisante pour vivre correctement. Les retraités eux-mêmes qui jusque-là étaient 50 % à considérer que leur pension de retraite est suffisante ne sont plus que 39 % dans cet état d'esprit. La hausse de la CSG que la plupart d'entre eux subissent semble avoir eu un effet démultiplicateur. Cette situation se trouve aggravée par une baisse de l'effort d'épargne régulière en vue d'améliorer sa retraite enregistrée en 2017 et confirmée cette année, signe d'une forte tension sur le pouvoir d'achat. La réponse « quand c'est possible » progresse nettement. Mais une autre explication provient sans doute de la perception d'une baisse de rentabilité des produits d'épargne. Pour juger des produits les plus rentables, la réponse « aucun » passe de 22 % en 2016 à 30 % en 2018 et les contrats d'assurance vie reculent de seize points. Cependant, un tiers des Français n'exclut pas de prendre plus de risques pour leur épargne en la plaçant davantage en actions pour lui donner les chances d'une meilleure rentabilité.

2. Les choix fiscaux du Gouvernement sont contestés tant sur le Prélèvement Forfaitaire Unique (PFU) que sur la suppression de l'Impôt de Solidarité sur la Fortune (ISF) et son remplacement par l'Impôt sur la Fortune Immobilière (IFI). La "flat tax" est jugée très sévèrement : 73 % des personnes interrogées la qualifient de « mauvaise mesure ». Sans doute cumule-t-elle deux critiques contradictoires : le taux de 30 % peut être jugé excessif pour les produits d'épargne (notre enquête de 2016 fixant le taux idéal à 15 %) et le même taux peut être jugé insuffisant s'agissant des dividendes des actionnaires. La suppression de l'ISF et son remplacement par l'IFI sont moins critiqués mais tout de même considérés comme une mauvaise mesure par 61 % des interviewés. Les sympathisants de La République en marche sont même divisés sur cette réforme : 60 % l'approuvent, 40 % la désapprouvent. Les moins de 35 ans se montrent les plus favorables en se partageant moitié-moitié. Quant à l'IFI, seulement 37 % des personnes interrogées se déclarent favorables à son maintien, 29 % sont pour sa suppression et 34 % se déclarent indifférentes. À nouveau, les sympathisants de La République en marche sont divisés : seulement 41 % se prononcent pour le maintien. Quant aux électeurs restés fidèles aux Républicains, ils se rangent dans une opposition vigoureuse aux choix fiscaux du Gouvernement désapprouvant à la fois la réforme de l'ISF et se prononçant pour la suppression de l'IFI.



TOUTE L'ACTUALITÉ DU CERCLE DE L'ÉPARGNE

www.cercedelepargne.fr